



N° 01/06 - Juin-Juillet 2001

FAIRE FRANCE AVEC LES JEUNES MUSULMANS

M. Guillaud

*Michel Guillaud est prêtre. Il a étudié l'arabe et l'Islam en Syrie, Tunisie et à Rome (Institut Pontifical des Etudes Arabes et d'Islamologie, PISAI). Actuellement, il est Délégué du diocèse de Lyon pour les relations avec l'islam. Cet article a paru dans **Chemins de Dialogue** N° 14 (Décembre 1999), revue publiée par l'I.S.T.R. de Marseille qui nous a autorisé à reproduire ici cet article particulièrement important. **Se Comprendre** a déjà consacré plusieurs numéros au sujet des jeunes musulmans de France (Cf. N° 97/02, 97/04, 97/06 et 00/07). Le présent article l'aborde sous un éclairage particulier.*

1. ÉMERGENCE DU FAIT MUSULMAN EN FRANCE

Alors qu'il y a vingt ans, on parlait des «travailleurs immigrés maghrébins», voici que de plus en plus on parle des «musulmans». Si les représentations changent, c'est aussi que la réalité a changé.

Jusqu'en 1973 et la dite «crise du pétrole», les maghrébins sont perçus essentiellement sous l'angle socio-économique, comme travailleurs, immigrés, maghrébins. Leur droit au séjour est d'ailleurs lié au travail. S'ils se considèrent bien comme musulmans, ils s'en tiennent à une pratique privée des principaux préceptes de l'islam, dans la mesure où ils sont compatibles avec leur rythme de vie. Mais leur séjour en France étant conçu comme provisoire, ils remettent au temps du retour la mise en oeuvre de l'ensemble des pratiques musulmanes.

L'arrêt de l'immigration économique en 1974 a pour effet de rendre impossible la noria qui faisait que le départ d'un travailleur était souvent compensé par la venue d'un autre membre de la famille ou du village. Dorénavant, si départ il y a, il doit être définitif. L'arrêt de l'immigration de travail a donc pour conséquence la stabilisation des travailleurs, et pour corollaire le regroupement familial.

L'installation de familles en France pose à frais nouveaux la question de la vie collective et de l'identité culturelle, des manifestations de la culture et de la religion de ces immigrants et de leur transmission. L'ouverture du droit d'association aux étrangers en 1981 permet l'organisation d'une vie collective publique. La vie religieuse s'organise tant bien que mal, tant sont fortes encore les disparités nationales et l'influence des pays d'origine.

Toutefois, l'islam reste un islam des pères. On parle «des musulmans» et peu encore «d'islam». La préoccupation des jeunes se focalise sur l'accès égal à l'emploi et au logement. «Non au racisme», «Égalité des droits», «Même justice pour Pierre et pour Mohamed», tels étaient les slogans de la Marche pour l'Égalité en 1983. Quand «Convergence pour l'Égalité» en 1984 adopte le slogan «La France est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange», le mélange est vu comme interculturel, mais pas explicitement comme interreligieux.

Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingts qu'apparaît un mouvement de redécouverte de l'islam par des jeunes de familles de tradition musulmane. En 1987, c'est la naissance de l'UJM (Union des Jeunes Musulmans) à Lyon autour de la librairie Tawhid et, en 1992, celle de jeunes Musulmans de France, deux pôles majeurs de l'organisation de l'islam des jeunes aujourd'hui.

Dès lors va s'amorcer un débat entre les jeunes musulmans, leurs parents, les institutions françaises et la société civile.

2. COMMENT EXPLIQUER L'EMERGENCE NOUVELLE DE L'ISLAM CHEZ LES JEUNES?

Au delà d'un descriptif historique, il importe d'abord, pour expliquer de manière un peu fine le regain de validité de l'islam chez les jeunes, de distinguer deux types bien différents de revendication d'une identité musulmane.

Là où les uns, plus âgés, recherchent avec avidité une formation et une communauté, les autres, souvent plus jeunes, affichent une identité musulmane qui n'a pas pour corollaire un souci de conformer leur comportement éthique et leur pratique quotidienne avec l'étiquette qu'ils revendiquent. Les premiers entrent dans une démarche collective organisée, les autres se contentent de proclamer leur identité musulmane comme un étendard délimitant un territoire sur lequel l'autre - enseignant ou travailleur social - n'a pas droit de regard ni de parole, a fortiori d'ingérence: «Touche pas à mon islam».

On peut tenter de comprendre dans l'attitude des premiers une réelle recherche spirituelle, à tout le moins celle de repères, dans une société qui en offre peu; celle aussi d'une communauté fraternelle.

Les seconds semblent davantage saisir dans l'islam un pôle de référence où ils ne soient plus situés en concurrence défavorable. Si je ne peux être fier de mon quartier pointé du doigt comme quartier «chaud», de mon visage me cataloguant comme venu d'ailleurs, de mon travail puisque je n'en ai pas, de mes parents dépassés par les événements, de ma formation puisqu'elle m'a conduit sans diplôme hors du système scolaire, que me reste-t-il d'autre que l'islam comme point de référence où je ne sois pas dévalorisé, pas en concurrence au moins, peut-être même au contraire où je susciterai un brin de frisson chez mon interlocuteur, jouant à plaisir sur le sentiment ambivalent que suscite l'islam chez beaucoup, entre anxiété et curiosité?

Dans tous les cas, l'appartenance à l'islam se vit au travers d'une blessure, la souffrance d'appartenir à un univers déconsidéré, mal aimé. Les raisons en sont multiples : vestiges d'une histoire de France qui s'est en partie bâtie contre l'islam, au moins dans l'imaginaire qu'elle a développé d'elle-même, entre Poitiers, Roncevaux et Lépante; d'une guerre d'Algérie qui a attendu presque trente ans pour avouer son nom; d'une actualité internationale où le nom de l'islam est maculé de sang iranien, libanais, afghan, algérien; de l'histoire d'une immigration où la conjoncture économique et sociale fait dériver par association d'idées de maghrébin à banlieue, violence, délinquance. L'islam suscite des clichés dans l'imaginaire de l'autre qui sont d'autant plus lourds à porter qu'ils ne font pas justice à de tout autres pans de son histoire et de son actualité, où il n'a pas à rougir devant un christianisme qui n'est pas vierge de tout péché, mêlé qu'il est jusqu'aux plus grands drames de ce siècle, de la Shoah au Rwanda.

Quand j'ai mal au doigt, j'en viens à m'identifier tout entier à cet organe souffrant. Si j'ai mal à ma nation, il peut arriver que cette appartenance prenne le pas sur toute autre dans la conscience que j'ai de moi-même. Si j'ai par trop mal à l'islam, comment n'en serait-il pas de même?

La blessure ne prend pas de telles proportions chez tous les jeunes français d'origine musulmane qui reviennent à cette source. Il est vrai que d'autres défis, aujourd'hui bien identifiés à défaut d'être bien traités, requièrent un combat résolument positif.

3. DEFIS MULTIPLES POUR LES JEUNES MUSULMANS

L'enjeu pour les jeunes musulmans est de se réaliser comme jeunes musulmans français, pleinement musulmans et pleinement français. Tout est à inventer.

Pleinement français, ils le sont le plus souvent par la nationalité. Ils le sont aussi par la langue. Ils le sont enfin par leur histoire, ayant pour la plupart grandi ici. Du coup, ils se retrouvent dans leurs associations entre jeunes originaires de différents pays du Maghreb, voire d'ailleurs. La référence culturelle maghrébine passe au second plan. Ils s'affirment musulmans et français. Ils se distinguent en cela de leurs parents qui ont «les pieds en France», mais encore parfois «la tête au pays». Ils ont aussi de ce fait à opérer ce travail difficile de discernement dans leur héritage entre ce qui appartient à la culture maghrébine des sociétés traditionnelles qu'ont connues leurs parents et ce qui appartient à l'islam proprement dit.

Pour esquisser ce que peut signifier «être musulman dans la société française», la tâche est difficile.

Il n'est en tout cas pas de recette qui puisse venir des pays d'origine, qui sont monolithiquement musulmans, où donc de façon naturelle l'État prend en charge l'ensemble de l'organisation religieuse, de la transmission des connaissances à la gestion du culte. Il s'agit ici au contraire d'apprendre à être minoritaire, dans une société plurielle et dans un cadre laïque. Il s'agit aussi de prendre acte du fait que la foi ne se transmet plus automatiquement par héritage dans la société française, que l'on soit de famille chrétienne ou musulmane. La transmission doit être organisée à frais nouveaux, tant par l'édition de documents adaptés que par la mise en œuvre d'une formation méthodique et de la mission, l'appel à l'islam. Les jeunes faisant retour à l'islam sont en effet une minorité, la «désislamisation» s'avérant aussi patente que la «déchristianisation», nonobstant la pratique culturelle encore forte du Ramadan.

Il n'est pas non plus de leader, formateur ou animateur, qui puisse venir des pays d'origine. Quelle que soit sa science, il ne saurait «penser français» à la place des français. D'où une recherche qui ne peut se faire dans un cadre organisé par les parents, et illustre les tâtonnements de jeunes habités par l'ardeur des néophytes, ardeur qui suscite l'interrogation, la perplexité, parfois la crainte chez les observateurs, marqués par l'image violente que les médias renvoient de l'islam au travers de l'actualité algérienne ou afghane.

4. DU CÔTÉ DES PARENTS

Les parents, venus des régions les plus pauvres des pays d'origine, mesurent leur déficience pour transmettre un islam qu'ils vivent par le cœur et les pratiques, mais dont ils maîtrisent peu le contenu doctrinal et qu'ils distinguent difficilement de la culture qui en fut pour eux le vecteur de transmission.

Dans leur majorité, ils ont pris leur parti plus ou moins consciemment et volontairement d'un islam privatisé, sans inscription sociale et communautaire forte. Leurs convictions religieuses personnelles restent vigoureuses, mais discrètes, ce qui ne va pas sans culpabilité.

Mais, du point de vue de l'éducation de leurs enfants, la France est pour eux le pays de tous les dangers. Dans un contexte de crise de l'emploi et des valeurs, ils voient leurs enfants se perdre dans l'ennui, la «galère», l'échec scolaire, la rébellion contre toutes les Autorités (parentales, scolaires, politiques, administratives, policières et judiciaires) qui n'ont plus rien à offrir en échange d'une «intégration» exigée mais impossible.

Certains trouvent alors le chemin de groupes musulmans qui leur offrent la saveur du paradis perdu de leur enfance, d'une identité religieuse visible et forte, d'une éducation fondée sur l'autorité et les recettes traditionnelles. Ils (re)trouvent dans le voile féminin version-hijab (voile islamique) une garantie quant à la moralité de leurs filles et de leurs épouses et un rétablissement au moins apparent des rôles traditionnels. Ils voient dans les incitations à revenir à la nourriture halal (religieusement licite) la perspective du retour à un cadre de vie communautaire clairement circonscrit et protecteur, le cadre palliant la parole qu'ils pensent ne plus savoir prendre. Le succès de l'association Foi et Pratique, le Tabligh (les transmetteurs), est un signe de ce phénomène. Mutatis mutandis, on peut comparer ce «repli sur les vieilles recettes qui ont fait leurs preuves» au succès du FIS en Algérie ou, sur un registre politique, à celui du Front National en France.

D'autres restent perdus au milieu du gué, entre un Charybde islamique qui leur fait peur et un Scylla non moins terrifiant qui prend la forme de la dérive asociale de nombre de leurs enfants. Pris entre un islam qu'ils aiment et des musulmans qui leur font peur ou leur semblent faire fausse route, ils vivent un tiraillement douloureux.

5. LA PERPLEXITÉ DES INSTITUTIONS FRANÇAISES

Qu'il s'agisse du Gouvernement ou des édiles locaux, le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont déconcertés quand il s'agit d'appréhender l'islam français.

Appelant de ses vœux l'émergence d'un interlocuteur unique, ou à tout le moins la constitution d'une instance partenaire représentative des musulmans de France sur le modèle des Églises ou du judaïsme français, le Gouvernement a tenté de le créer «par le haut», de sa propre autorité, sous la forme du CORIF (Conseil Représentatif de l'Islam en France) pensé par le ministre socialiste de l'Intérieur Pierre Joxe, ou sous l'égide de la mosquée de Paris du temps du ministre Charles Pasqua, mais sans succès. Les luttes d'influence des pays d'origine et les ambitions et rivalités personnelles ont sapé de la même façon les tentatives d'organisation et de regroupements «par le bas».

Les Municipalités, coincées dans une conception de la laïcité forgée dans le vis-à-vis avec les grandes Églises chrétiennes historiques, sont démunies devant le développement des groupes religieux en cette fin de siècle, qu'il s'agisse des multiples dénominations protestantes évangéliques ou des associations musulmanes. Il n'est guère d'équipe municipale qui se soit donné les moyens de traiter le fait religieux de façon pragmatique, en allant par exemple jusqu'à désigner un membre qui serait chargé des relations avec les mouvements religieux, au même titre que pour les associations ou la culture.

Devant les groupes musulmans et leurs revendications, les Municipalités sont sur la défensive, et alternent entre des velléités d'instrumentalisation pour obtenir la paix sociale et des réflexes d'anathémisation. Elles traitent les situations au coup par coup, ignorant la diversité des sensibilités musulmanes autant que l'aspiration à une reconnaissance sereine.

6. POURTANT, LES JEUNES MUSULMANS FRANÇAIS VONT LEUR CHEMIN

Prenant acte de la situation, les associations de jeunes musulmans vont leur chemin. Avec le recul d'une dizaine d'années, on pourrait déjà discerner comme trois «moments» dans l'existence du mouvement associatif des jeunes musulmans : le temps de l'action socio-éducative, le temps de

l'engagement citoyen, et le temps de la formation. Ces phases sont plus ou moins tranchées selon les lieux, une insistance nouvelle ne signifie pas toujours l'abandon des axes précédents, mais il y a trois dimensions bien distinctes de leurs divers champs d'investissement.

a) Le temps de l'action socio-éducative

Dans un premier temps, les associations de jeunes musulmans se lancent dans l'action socio-éducative. Elles font pour une part ce qu'elles ont vu pratiquer par les travailleurs sociaux : soutien scolaire, aide aux devoirs, camps, sorties, tournois de foot, actions de terrain pour discuter avec les jeunes au pied des tours. Mais elles le font au nom d'une double responsabilité : celle que leurs animateurs ressentent comme grands frères, et celle qu'ils éprouvent comme membres de la fraternité des enfants de l'islam. Il s'agit en effet, par cette action éducative, d'entraîner les plus jeunes vers d'autres voies que la désespérance autodestructrice ou le mirage d'un modèle de consommation qui n'étanche pas les soifs profondes de l'être humain, qu'on cherche à l'atteindre honnêtement ou par les voies de l'économie parallèle. Il s'agit aussi de leur dire qu'au lieu de ternir l'image de l'islam que la France croit devoir débusquer derrière tout jeune maghrébin en dérive, une voie existe justement pour tenir droit et trouver le bonheur dans cette société: répondre à l'appel de Dieu dans l'islam en adoptant ses points de repère, en entrant dans sa fraternité, et en habitant sa spiritualité.

Plus ou moins incidemment, sans faire l'objet d'un prosélytisme particulier, il arrive d'ailleurs que des jeunes qui ne sont pas d'origine musulmane trouvent une place dans ces associations du fait de la proximité de leur situation d'exclusion (raciale, urbaine, scolaire, ...) ou de leurs liens d'amitié. Les chrétiens s'en trouvent parfois bousculés, interpellés sur la place faite aux exclus dans l'Église, davantage habitués qu'ils étaient à voir des jeunes d'origine musulmane accueillis au sein de mouvements de jeunes chrétiens, où ils étaient scrupuleusement respectés le plus souvent dans leur foi d'origine. Ils sont d'ailleurs encore nombreux à vivre cet accueil selon des formes diverses, allant de l'accueil individuel dans l'ACE (Action catholique des enfants), la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne) à une forme de parrainage, compagnonnage temporaire, comme l'ont fait les Scouts de France catholiques avec les Scouts musulmans de France ou comme ils le pratiquent avec les Opérations Plein Vent ou les Unités Soleil des Guides de France.

Cet engagement des associations de jeunes musulmans dans l'action socio-éducative se fait dans un rapport souvent conflictuel avec les travailleurs sociaux, ainsi qu'avec les bailleurs de subventions réticents à voir ainsi mêlés le confessionnel et l'éducatif.

b) Le temps de l'engagement citoyen

S'épuisant dans ce bras de fer, et découvrant en même temps les limites d'une action auprès des individus ne s'accompagnant pas d'un regard sur des structures qui expliquent en partie leurs difficultés, les associations s'engagent alors, dans une deuxième étape, sur le champ de la citoyenneté.

Elles entendent ouvrir leur réflexion en partenariat pour débattre de problématiques croisées sur les jeunes, les banlieues et la citoyenneté. Elles souhaitent permettre l'expression, à côté ou en complémentarité des instances officielles, d'une réflexion et d'une voix différente, non-institutionnelle, émanant d'abord des jeunes eux-mêmes.

Mais, très vite, les partenaires se défaussent.

Cette entrée des jeunes musulmans dans l'engagement citoyen croise d'abord, sans vraiment le rencontrer, le mouvement associatif de jeunes issus de l'immigration, mouvement né des groupes antiracistes du début des années quatre-vingts, qui se trouvent pour leur part en perte de vitesse. Mais les premiers sont trop marqués confessionnellement. Surtout, les jeunes des associations musulmanes revendiquent leur droit d'exister comme musulmans français et non comme maghrébins, étrangers ou

d'origine étrangère. Le combat pour les sans-papiers ou contre la double peine n'est pas le leur. La rencontre, même tactique, ne se fait pas.

Une autre rencontre échoue ou ne se fait pas, celle avec les «militants» d'autres origines associatives ou confessionnelles. Ils sont plus âgés, souffrent d'un renouvellement difficile, et sont perplexes devant le caractère religieux de ces nouveaux venus. Les jeunes d'origine française quant à eux ressentent de façon peut-être moins aiguë, moins vitale, les dysfonctionnements de notre société concernant l'urbanisme, l'école, l'exclusion, le racisme ou la laïcité.

Les Municipalités pour leur part dans nombre de banlieues restent encore empreintes d'une certaine raideur, et sortent difficilement d'une bipolarité entre ce qui se fait sous l'égide de la Ville (des structures municipales ou du Parti) et ce qui se fait en dehors d'elle, aussitôt perçu comme étant contre elle. Entre l'instrumentalisation et la relégation dans l'opposition, il n'existe pas toujours beaucoup d'espace.

c) Le temps de la formation

Renonçant alors au combat citoyen pour la jeunesse des banlieues, voire pour un temps à l'animation des petits frères; laissant à d'autres les luttes de pouvoir pour représenter la communauté et la revendication de lieux de culte qui s'avèrent souvent davantage diviser que rassembler la communauté; refusant les rébellions violentes du mal-vivre des banlieues; réalistes peut-être surtout devant la modestie de leurs forces, après le temps des combats tous azimuts, les associations de jeunes musulmans sont entrées depuis un an comme en retraite, une retraite de formation.

La formation passe par l'organisation d'un réseau de librairies et d'édition. Elle passe aussi par des séminaires de formation qui ne se déroulent ni en Syrie (comme pour l'un ou l'autre réseau soufi) ni en Inde ou au Pakistan (comme pour le Tabligh), mais ici même.

À Strasbourg, Paris, Nantes, Aix-en-Provence, Lyon, Roubaix, Toulouse, Grenoble, sans oublier Bruxelles, une fois par mois, dans chacun de ces lieux, une assemblée attentive de plusieurs centaines de jeunes, garçons et filles, suit un séminaire de formation. Au menu de ces quatre heures mensuelles : le commentaire d'un passage du Coran ; l'exposé d'une période de la vie du prophète de l'islam ; d'un point du culte, de la pratique ou du droit musulman ; et l'étude d'une question d'actualité.

Les initiateurs de ces séminaires sont deux grands réseaux associatifs de jeunes musulmans : *Union des jeunes Musulmans* et *Jeunes Musulmans de France*. Ces derniers sont en lien avec l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), branche française des Frères Musulmans. Les lieux de rencontre : des salles municipales, lieux publics, voire même des locaux mis à disposition par des chrétiens dans un esprit de dialogue (l'Université catholique à Toulouse). Le public : des jeunes musulmans, plus proches de la trentaine que de l'adolescence, hommes et femmes, voilées et non-voilées ; lycéens, étudiants ou chômeurs ; mais aussi des non-musulmans, accueillis sans réserve ni pression, libres d'entendre ce que l'islam dit de lui-même. La coordination de ce réseau a pour nom Présence musulmane, avec un Bulletin interassociatif du même nom.

L'homme «providentiel» de ce réseau : Tariq Ramadan. Jeune quadragénaire suisse d'origine égyptienne, professeur de français dans un Collège de Genève (l'équivalent d'un lycée français) où il passionne ses élèves par ses qualités de pédagogue, militant jusque là dans la société civile pour une plus grande solidarité et justice sociale, ses connaissances dans les sciences musulmanes, l'ardeur de sa foi et la solidité de ses convictions, son art pour les communiquer, sa formidable capacité de travail et son dévouement pour répondre aux multiples sollicitations en ont fait la référence principale des jeunes musulmans francophones à qui il consacre ses talents de formateur.

7. QUE VEULENT CONSTRUIRE LES JEUNES MUSULMANS DE FRANCE?

Au milieu des années quatre-vingt-dix, deux figures de proue semblaient émerger dans le nouveau paysage islamique francophone, Soheib Bencheikh et Tariq Ramadan.

Issu d'une grande famille du Constantinois riche en hommes religieux et serviteurs de l'État algérien, fils de Cheikh Abbas qui fut recteur de la mosquée de Paris au début des années quatre-vingts après avoir été ambassadeur d'Algérie en Arabie Séoudite, le premier a cristallisé sur sa personne les espoirs tout à la fois des Autorités républicaines et de nombre de musulmans appelant de leurs vœux un islam qui ne se focaliserait pas d'abord sur des rites et une identité séparante, qui s'accommoderait d'une certaine privatisation, s'attacherait à l'esprit davantage qu'à la lettre, permettrait une intégration en douceur, serait d'abord une foi et une spiritualité avant d'être une religion. Soheib Bencheikh prône en effet un travail de réinterprétation de l'islam en fonction du contexte qui est le nôtre, puisant ses sources dans le Coran, mais reprenant à frais nouveaux l'énorme travail théologique et juridique interrompu à la fin du Moyen-Age. Considérant l'islam comme une tradition vivante, il appelle à un *aggiornamento*, la reprise de l'*ijtihad*, ce travail de ré-élaboration constante de la loi musulmane conjuguant la raison humaine et les sources religieuses.

Le second, dont le grand-père maternel Hassan El-Banna fonda en Égypte le mouvement des Frères Musulmans en 1929, et dont le père Saïd Ramadan organisa les Frères Musulmans à l'étranger depuis son exil européen, est donc issu lui aussi d'une tradition forte. Récusant un réformisme qualifié de libéral, Tariq Ramadan se veut l'héritier d'une tradition réformiste à la fois fondamentaliste et moderniste, fidèle aux fondements donnés par le Coran et la tradition, sans être pour autant enfermée dans un traditionnalisme littéraliste. À temps et à contretemps, il dit et écrit que l'Occident se trompe autant en pariant sur le réformisme libéral qu'en diabolisant l'islam fondamentaliste. Il rappelle avec force son refus d'un islam édulcoré. L'islam ne peut se passer d'une dimension communautaire et d'une inscription sociale fortes, sans pour autant porter atteinte à la laïcité. Il ne peut se passer de rites et préceptes précis, supports d'une spiritualité vigoureuse. Pour l'avoir oublié, le christianisme s'est évaporé, et les points de repère spirituels et moraux des occidentaux ont disparu avec lui. À un Occident post-chrétien, qui a accédé à la raison, aux sciences et aux techniques à mesure qu'il se libérait du joug des Églises, l'islam propose la spiritualité qui lui fait désormais défaut, une spiritualité qui ne s'oppose ni à la raison, ni à la liberté. La mission de Tariq Ramadan est donc la suivante : nourrir la foi des jeunes musulmans d'occident et leur proposer un projet, celui d'apporter à l'occident les valeurs qui lui manquent et que seul l'islam peut lui fournir.

De ces deux figures, l'une n'a peut-être pas dit son dernier mot, mais l'autre a davantage le vent en poupe. L'une agace parfois tout en rassurant par un discours plus facilement audible par les occidentaux; mais il ne rassemble aujourd'hui qu'une audience limitée. L'autre séduit, mais inquiète aussi, en partie par la fascination que son style oratoire exerce sur les jeunes ; en partie par son relatif succès qui lui donne aujourd'hui une incontestable longueur d'avance ; en partie aussi par une forme d'appropriation des principes de la laïcité mettant parfois en question le modèle d'intégration républicaine, et entretenant une perplexité qui persiste malgré ou à cause de son silence sur les aspects pratiques des implications sociales et communautaires qu'il revendique pour l'islam; en partie enfin par l'École dont il est issu et dont il adopte les méthodes et la pensée, même s'il proclame n'être plus membre de l'organisation internationale des Frères Musulmans.

Ce qui frappe dans ce débat, c'est l'isolement relatif de l'un et de l'autre. Soheib Bencheikh n'a pas réussi à créer un réseau malgré son enracinement dans le milieu algérien. Tariq Ramadan souffre, lui, de n'être pas issu de ce Maghreb dont l'influence reste forte dans le contexte français. Peu nombreux sont en France les intellectuels musulmans qui prennent la parole. Ils restent spectateurs, en retrait des luttes de pouvoir où s'englobe l'islam associatif et du débat d'idées où ces deux tribuns caracolent chacun en solo.

Les jeunes qui font retour à l'islam restent une petite minorité dans l'ensemble de la jeunesse issue du monde musulman, et ne le font pas toujours dans le cadre associatif présenté ici. La scène comprend bien d'autres acteurs, individus, réseaux associatifs, réseaux d'influence des pays musulmans, lesquels sont loin d'avoir dit leur dernier mot, notamment le Maroc et la Turquie.

Le débat d'orientation interne à l'islam des jeunes francophones est donc loin d'être clos, et sa configuration évolue très vite. L'esquisse dressée ici nous paraît néanmoins suggestive, quand bien même l'alternative bipolaire s'avère plus satisfaisante pour la pensée que tout à fait fidèle à la réalité. Il appartient en tout cas à la société française, non pas certes de trancher dans ce débat, mais de permettre qu'il s'élargisse et se déploie dans un climat plus serein où, sur le fond, l'islam puisse savoir qu'il a place parmi les traditions spirituelles de la nation.

a b c f

SE COMPRENDRE

Rédaction: J.M. Gaudeul

Administration: J. Tomas

SMA-PB - 5, rue d'Issy - 92170 Vanves - France

Tél. 01 46 44 21 71

Fax: 01 46 44 83 02

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre)

France: 26 € (175 F) - Etranger: 30 € (200 F) - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org>

adresse e-mail: contact@comprendre.org